

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



54607

Distr.
LIMITEE

E/CN.14/SWCD/47
septembre 1969

Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Conférence régionale sur une politique
harmonisée de développement rural en
Afrique
Moshi (Tanzanie), 13-24 octobre 1969

La Notion de Centre de Développement Agricole

(par Murray Lunan - Agricultural Organization Specialist
FAO, Rome)

LA NOTION DE CENTRE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

I. INTRODUCTION

A la cinquième Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, tenue à Kampala, Ouganda, en novembre 1968, la FAO a présenté un document intitulé "Institutions rurales: développement intégré en vue d'assurer à l'agriculture l'appui des services officiels". Ce document a suscité un intérêt considérable et donné lieu à de nombreux échanges de vues entre les délégués; il a aussi conduit plusieurs pays à demander une aide pour l'élaboration de projets de développement rural intégré.

L'un des principales rubriques était intitulée "Centre de développement agricole: une conception nouvelle". On y proposait de créer dans les zones rurales des centres de développement agricole d'où partiraient toutes les activités visant à développer l'agriculture dans la portion de territoire considérée.

La CEA a proposé à la FAO que la question des centres de développement agricole soit étudiée de plus près dans un document destiné à la présente Conférence et que l'on examine la possibilité d'élargir les fonctions de ces centres pour en faire des centres de développement rural. Le document présenté à la Conférence de Kampala évoquait cette possibilité sans entrer dans le détail.

Je distinguerai ici trois types de centres de développement différents par le rôle qu'ils jouent et les services qu'ils rendent.

- 1) Le simple centre de développement agricole, analogue aux centres vétérinaires et aux centres de développement des ressources naturelles qui ont été créés en Tanzanie.
- 2) Le centre de développement agricole plus complet, tel qu'il a été envisagé à la Conférence régionale pour l'Afrique.
- 3) Le centre de développement rural, organisme encore plus complexe, mentionné à la Conférence régionale pour l'Afrique et dont la CEA a demandé une étude plus détaillée.

Nous espérons que le présent aperçu de la question intéressera les délégués qui souhaiteront peut-être décrire des expériences analogues ou s'informer de ce qui a été fait ailleurs dans ce domaine, afin de pouvoir créer de tels centres dans leurs propres pays.

II. LES CENTRES VETERINAIRES ET LES CENTRES DE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES NATURELLES EN TANZANIE

A ma connaissance, la notion de centre de développement agricole relativement vaste et complexe est assez nouvelle dans la région, mais on y a créé depuis quelques années des centres plus simples et plus petits qui ont donné des résultats assez satisfaisants. Il y a dix ou quinze ans, le pays qui nous accueille aujourd'hui, la Tanzanie, a établi, surtout au sud du lac Victoria, plusieurs centres vétérinaires

et certains de ceux-ci dont les activités ont été étendues à la culture et à l'élevage et même à la foresterie, on pris le nom de "centres de développement des ressources naturelles". La formule est excellente car un centre de ce type peut être le point d'où rayonnent toutes les activités de développement agricole de la zone intéressée; étant en contact avec les agriculteurs il peut constituer une utile courroie de transmission entre ceux-ci et les organismes de recherche agricole ou les services gouvernementaux en général et il peut enfin centraliser l'organisation des divers services et prestations dont a besoin la communauté agricole.

Ceux des centres qui disposaient d'un personnel qualifié et dont les services étaient bien organisés, ont agi comme un levain et exercé une influence sensible sur le développement agricole des zones avoisinantes. Afin que ces centres soient aussi proches que possible de la population rurale et qu'ils ne constituent pas de simples prolongements de l'administration centrale, il a été décidé qu'ils seraient financés par les autorités locales. C'est ce qui explique, je crois, que plusieurs d'entre eux aient dû être fermés faute de crédit. Les fonds dont disposaient les autorités locales fluctuaient en fonction des récoltes et des prix agricoles de sorte que dans les mauvaises années les moyens manquaient pour financer les centres.

Les services assurés par un centre peuvent être déterminés d'après zone considérée. Voici quelques-uns des moyens par lesquels un centre peut susciter et stimuler autour de lui le développement agricole:

- 1) Il peut être le lieu où les agriculteurs qui ont besoin d'aide et de conseils viennent consulter le personnel de vulgarisation en matière d'agriculture, d'élevage, de santé animale, de foresterie, etc. (Les vulgarisateurs du centre ne doivent pas pour autant être sédentaires; ils doivent faire de nombreuses tournées dans la zone, tout en réservant certains jours ou certaines heures à des consultations au centre).
- 2) Il peut être le lieu où les agriculteurs se réunissent sans façon pour entendre des causeries, participer à des débats, écouter des programmes radiophoniques ou assister à des projections cinématographiques sur des sujets qui les intéressent. Des journaux agricoles, brochures du Ministère de l'agriculture et feuilles commerciales devraient être à la disposition des visiteurs.
- 3) Si ces services agricoles ne sont pas déjà assurés par des coopératives ou par le secteur privé, le centre peut être utilisé pour les distributions de semences améliorées, d'engrais, d'insecticides, de fongicides, d'outils agricoles (notamment les pièces de rechange), ces fournitures étant de préférence payées au comptant mais un crédit pouvant également être accordé le cas échéant jusque après la récolte.
- 4) Il peut servir de centre d'amélioration de l'élevage en fournissant des taureaux, bédiers et autres reproducteurs sélectionnés, en distribuant des coquelets, des poussins d'un jour, des alevins, etc.

- 5) Il peut être le centre de santé animale de la région, chargé de fournir des remèdes vétérinaires simples, d'intervenir dans les cas urgents et d'effectuer la vaccination pour lutter contre diverses maladies animales. (Il ne serait probablement pas possible d'attacher au centre un chirurgien-vétérinaire qualifié mais un tel praticien devrait s'y rendre périodiquement et répondre aux appels urgents.
- 6) Il peut être un centre de démonstration pour certaines pratiques agricoles améliorées concernant, par exemple, l'emploi des engrais, le désherbage précoce, l'amélioration du logement des animaux, la conservation du fourrage, etc. (Il n'est pas souhaitable que le centre serve de station expérimentale).
- 7) Il peut comprendre de petites pépinières destinées à fournir aux agriculteurs, selon les besoins, des arbres fruitiers, des jeunes plants de caféiers, de théiers, ou d'essence à bois.

Il est fort peu probable qu'un seul centre puisse s'acquitter de toutes ces tâches; chaque centre doit être organisé de façon très souple, de façon à pouvoir s'adapter aux besoins de la communauté agricole locale.

Les dimensions et les fonctions de chaque centre doivent être adaptées à la situation locale et aux moyens disponibles: ressources financières, personnel, terres et matériel. Le centre type pourrait comprendre de 6 à 10 hectares de terrain, avec logements et bureaux pour le personnel agricole et vétérinaire et les autres employés, des magasins pour les semences, les engrais, etc., des logements pour les animaux et une salle de réunion équipée pour les projections cinématographiques et l'écoute radiophonique et comprenant une bibliothèque. Le terrain serait affecté aux démonstrations, aux enclos pour animaux, aux pépinières et au groupage des semences.

En Tanzanie, les centres se situaient à l'échelon du sous-district et exerçaient sur le terrain, dans un rayon limité, certaines des fonctions du Ministère de l'agriculture. Selon leurs attributions ils relevaient envers le vétérinaire ou le fonctionnaire agricole responsable du district. Le soutien administratif et technique leur était fourni par les services locaux du ministère de l'agriculture et la station de recherche agricole la plus proche.

Personnel des centres

Dans les centres de conception simple, on peut se contenter d'un personnel très limité. Par exemple:

Fonctionnaire agricole

Fonctionnaire vétérinaire

Magasinier

Employé de bureau

Main-d'oeuvre pour la garde du bétail, les travaux champêtres et l'entretien de la station.

A mesure que s'étendent les activités du centre, un personnel plus nombreux devient évidemment nécessaire (par exemple, un pépiniériste, un zootechnicien), mais il faut éviter de gonfler les effectifs et

d'alourdir la structure du centre.

Financement

Le coût d'un tel centre, qui peut être faible ou élevé selon les cas, dépend d'un grand nombre de facteurs tels que l'importance et la qualité des bâtiments, les services fournis, le coût du terrain, etc. Le Ministère de l'agriculture peut accepter de couvrir les frais de personnel et les dépenses courantes si quelqu'autre organisme finance les dépenses en capital. L'installation d'un centre peut coûter entre 20 000 dollars et 50 000 dollars, et c'est donc une opération dont le financement pourrait bénéficier d'une assistance bilatérale ou multilatérale, par exemple, dans le cadre de la CMCF ou de programmes d'aide scandinaves.

Le montant des frais généraux annuels varie énormément en fonction des services fournis. Si les traitements et les autres dépenses afférentes au personnel du Ministère détaché auprès du centre sont financés sur le budget ordinaire du Ministère, les dépenses de fonctionnement non recouvrables peuvent ne pas être très élevées - par exemple de l'ordre de 10 000 dollars. En outre, chaque centre devrait disposer, pour l'achat de semences, d'engrais, d'outillage, etc., d'un fonds de roulement alimenté par le produit des ventes aux agriculteurs. (Si ces services ne sont pas déjà fournis par des coopératives, des associations d'agriculteurs ou le secteur privé).

La question de l'emplacement est très importante. Il est évident qu'un centre doit être bien relié aux diverses parties de la zone qu'il dessert. Il doit également avoir de bonnes communications avec le centre principal de la province ou du district, où l'on peut consulter des spécialistes et obtenir des biens et services. Tant pour la commodité des agriculteurs que dans l'intérêt du personnel qui doit pouvoir recourir facilement aux services des établissements d'enseignement, des hôpitaux et des magasins, il importe que le centre soit situé à proximité d'une agglomération urbaine ou d'un gros bourg.

En général, ces centres offrent une base utile en regroupant au profit de la collectivité rurale maints services de vulgarisation et services de terrain qui sont nécessaires au développement agricole.

III. LE CENTRE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

Les centres de développement agricole tels qu'ils avaient été envisagés à Kampala lors de la Conférence régionale pour l'Afrique recouvrent une gamme d'activités et de responsabilités bien plus large que celle qui avait été prévue pour les centres vétérinaires et les centres de développement des ressources naturelles en Tanzanie. Il s'agirait en fait d'une base assurant tous les services de terrain nécessaires à la communauté agricole d'un sous-district ou d'une région de tels centres auraient une compétence beaucoup plus large et un niveau technique bien plus élevé que les centres tanzaniens dont nous avons parlé. Outre les tâches décrites plus haut, les activités de ces centres pourraient porter sur les domaines suivants:

- 1.) Formation des agriculteurs. Ces activités pourront consister simplement à organiser, au bénéfice des agriculteurs et de leurs épouses, des causeries sur les problèmes agricoles, des

séances de cinéma sur des sujets agricoles, des débats et des journées champêtres au cours desquelles ils assisteront à des démonstrations de culture et d'élevage. On peut également songer à un véritable centre de formation agricole où seraient notamment donnés des cours à l'intention des femmes et de la jeunesse rurales. Cette formule présente de nombreux avantages du fait que le personnel, les installations et le matériel de démonstration du centre peuvent être utilisés pour la formation des agriculteurs.

- 2) Formation de techniciens avant l'emploi ou en cours d'emploi. Les locaux et les installations du centre peuvent être utilisés pour des séminaires ou cours pratiques accélérés à l'intention de diverses catégories de personnel technique, par exemple le personnel agricole et vétérinaire de terrain, le personnel des coopératives, etc. Cette formation compléterait celle qui est normalement dispensée à l'échelon national ou provincial par les centres de formation agricole et coopérative.
- 3) Moyens de production, épargne et crédit. Le centre de développement agricole pourrait servir de centre de distribution d'engrais, d'insecticides, d'outils agricoles, de volailles sélectionnées et autres inputs nécessaires aux agriculteurs (à supposer que ceux-ci ne soient pas déjà obtenus à d'autres sources). Ces fournitures devraient être de préférence payées au comptant, mais étant donné que les exploitants sont souvent à court de liquidités avant les moissons, il serait souhaitable qu'une agence de crédit coopératif ou une caisse de crédit agricole ait des guichets ouverts au centre certains jours de la semaine pour que les agriculteurs puissent obtenir les crédits nécessaires à l'achat des moyens de production. Les agriculteurs auraient ainsi également la possibilité de disposer à ces guichets les fonds dont ils disposent à certaines périodes de l'année et de leur faire produire des intérêts.
- 4) Commercialisation et transformation. Il serait souhaitable qu'il y ait au centre ou à proximité un marché pour la vente des produits, ainsi que certaines installations de transformation primaire, nettoyage et emballage des produits destinés ensuite à subir de nouvelles transformations ou à être exportés, généralement par les soins des coopératives. Les agriculteurs auraient ainsi la possibilité de payer en nature leurs achats de biens de production.
- 5) Bureau de coopérative: Les centres pourraient comprendre un bureau de coopérative où se tiendraient les réunions des sociétés coopératives et les cours et séminaires organisés à l'intention de leur personnel.
- 6) Pépinières. Les centres pourraient fournir des arbres fruitiers, des semences améliorées et du matériel à planter. Ils pourraient, en outre, se charger du groupage des semences fournies par les stations de recherche.
- 7) Démonstration. Les centres pourraient organiser des démonstrations dans les domaines suivants: pratiques d'irrigation, systèmes de drainage, mesures de conservation du sol et des eaux, planification et gestion des exploitations, variétés améliorées et pratiques agricoles rationnelles.

- 8) Amélioration de l'élevage. Les centres pourraient non seulement fournir aux éleveurs des taureaux, des étalons, des béliers, etc., mais également servir de base pour l'application d'un programme d'insémination artificielle dans un assez vaste secteur.
- 9) Enseignement et démonstration pour l'emploi de matériel de trait, de tracteurs, d'outils et de machines agricoles. Il est très souhaitable que les centres de développement agricole soient dotés d'un atelier pour l'entretien et la réparation de l'outillage et des machines agricoles, ainsi que d'une réserve de pièces de rechange.
- 10) Développement de la pêche. Les centres peuvent contribuer au développement des pêches intérieures en organisant des démonstrations de bassins de pisciculture et de techniques piscicoles, en fournissant des alevins pour peupler les bassins et en organisant de cours accélérés en matière de pêche.
- 11) Développement forestier. Les centres peuvent fournir les moyens nécessaires au développement forestier dans la région qu'il desservent en organisant des démonstrations de plantation et de soins culturels, en fournissant des plants et du matériel génétique et en organisant des cours accélérés de sylviculture.
- 12) Préparation matérielle des réunions, conférences et cours organisés par les associations d'agriculteurs, les conseils de district, les instituts ruraux féminins, les Clubs 4H, les groupes de jeunes et autres organisations et sociétés rurales. On pourrait encourager ces organismes à établir leur siège local au centre de développement agricole ou à proximité.

Ce ne sont là que quelques exemples des tâches que les centres de développement agricole pourraient remplir. Aucun d'entre eux n'exercera toutes ces fonctions à la fois. L'essentiel est que chacun soit adapté aux besoins et aux aspirations de la communauté agricole.

Si l'on ajoute à ces fonctions des activités non agricoles, on aboutit tout naturellement à la notion de centre de développement rural qui sera examinée plus loin.

Le centre de développement agricole n'a pas pour unique fonction d'assurer les services et facteurs de production nécessaires au développement agricole; il est aussi le point stratégique à partir duquel le développement agricole est organisé, coordonné et stimulé dans un certain rayon. Il peut apporter une contribution capitale au progrès de l'agriculture et il convient de lui réserver une place de choix dans les plans de développement agricole de la région.

Nécessité des centres de développement agricole

La mise en place de centres de développement agricole constitue un moyen efficace de renforcer les institutions et services ruraux dont la faiblesse retarde beaucoup le progrès en Afrique au Sud du Sahara; tous les pays de la région en souffrent de quelque manière et le dommage est spécialement évident dans le secteur de la production alimentaire.

Le document de Kampala montre que ni les services trop clairsemés fournis par des ministères de l'agriculture et des coopératives disposant d'un budget limité, ni le développement intensif d'une ou deux cultures dirigé du sommet par un office ou une corporation n'ont donné des résultats satisfaisants pour le petit agriculteur. L'absence de coordination entre les divers programmes atteignant le plan local et la tendance fréquemment observée à éparpiller à l'excès les services disponibles empêchent dans la majorité des cas d'offrir au producteur agricole moyen le cadre institutionnel dont il a besoin pour accroître sa production et son revenu aussi rapidement que l'exigerait l'intérêt national.

Etant donné que l'introduction générale et intensive d'institutions et de services agricoles coordonnés et bien conçus est fortement limitée par la pénurie de capacité d'organisation, de main-d'oeuvre qualifiée et de ressources financières, le premier problème que les gouvernements doivent affronter consiste à établir un ordre de priorité parmi les initiatives visant à satisfaire les besoins immédiats et à construire une structure institutionnelle agricole équilibrée pour faire face aux besoins à long terme.

Toute tentative de définir des priorités se heurte à l'opposition flagrante entre deux principes. En effet, pour des raisons d'équilibre politique et de justice sociale, il est indispensable que tous les agriculteurs aient la même possibilité de recourir aux services agricoles qui sont mis en place. D'un autre côté, pour qu'un programme de services sur le terrain apporte une aide efficace aux agriculteurs, il faut qu'il soit assez intensif et complet pour que les intéressés aient à leur disposition l'essentiel des installations, moyens et services dont ils ont besoin pour accroître leur production et leurs revenus. Dans le passé récent, de nombreux pays de la région ont essayé de résoudre ce dilemme en concentrant le gros des ressources gouvernementales affectées aux services agricoles sur un très petit nombre d'exploitants dont la production végétale et animale était destinée à l'exportation. A certains égards, c'était là (et c'est encore) une solution à court terme logique pour des pays qui ont un si pressant besoin de devises. Toutefois, on ne pourra pas y avoir recours très longtemps encore car la demande de services agricoles de la part de la masse des exploitants qui produisent des denrées alimentaires pour le marché intérieur augmente sans cesse. Il importe donc que l'on commence dans la région à mettre en place un réseau de services agricoles assez dense pour assurer à tous les agriculteurs le minimum de prestations dont ils ont besoin pour accroître leur production.

La création de centres de développement agricole constitue une méthode pratique pour fournir à la communauté rurale les nombreux et divers services agricoles indispensables au développement.

Naguère, les centres de développement agricole étaient la province et le district. Toutefois, ces circonscriptions étaient souvent trop vastes et comprenaient trop d'agriculteurs pour que les services agricoles du gouvernement puissent avoir avec eux des contacts étroits. Dans certains pays, le ministère de l'agriculture s'est efforcé de se rapprocher des exploitants en créant d'autres centres à l'échelon du sous-district ou d'une communauté socio-économique; c'est, en effet, à ce niveau que les centres de développement agricole sont les mieux armés pour remplir leurs fonctions.

Certaines activités du ministère de l'agriculture doivent être organisées à un échelon plus élevé que celui du sous-district (par exemple la recherche et les travaux hautement techniques) et une liaison étroite doit être maintenue entre les représentants du ministère de l'agriculture à l'échelon de la province et du district et leurs homologues de l'administration et des autres ministères. En revanche, certaines activités du ministère de l'agriculture et des ministères qui coopèrent avec lui ne sont efficaces que si elles se situent à un niveau aussi proche que possible des exploitations. La formule des centres de développement agricole permet précisément d'obtenir un tel rapprochement et de parvenir ainsi à une plus grande efficacité. Il convient de souligner qu'aucun progrès ne peut être réalisé si l'action entreprise ne s'étend pas simultanément à tous les niveaux. C'est ainsi qu'un centre de développement agricole ne peut guère être efficace si le personnel des services agricoles du district est incompetent et nonchalant.

Considération accessoire mais qui a néanmoins son importance, les centres de développement agricole ne peuvent recruter et retenir un personnel de qualité que s'ils lui offrent des conditions de vie et de travail acceptables. La plupart d'entre nous savent d'expérience combien il est difficile d'obtenir et de conserver du personnel capable si on ne lui assure pas des logements décentes et des conditions de travail satisfaisantes. Il est vain d'espérer que des spécialistes et des techniciens qualifiés acceptent de vivre avec leur famille dans de mauvaises conditions de confort et d'hygiène. Dans les centres, les logements et les bureaux pourront avoir le niveau de confort correspondant aux exigences locales et les fonctionnaires détachés du Ministère pourront vivre et travailler en équipe au lieu d'être dispersés au hasard des locaux de travail et d'habitation disponibles. La santé, le moral et le rendement du personnel ne pourront qu'en bénéficier.

Les centres de développement agricole devraient permettre à la fois de rapprocher de la communauté agricole les agents détachés du Ministère tout en assurant au personnel des conditions de vie et de travail acceptables.

Ils présentent un autre avantage qui est de rassembler en un même lieu les quichets de plusieurs services agricoles de sorte que l'agriculteur n'est pas obligé de s'adresser à plusieurs bureaux dispersés pour obtenir l'aide et les prestations dont il a besoin.

Enfin, et c'est là un élément capital, les centres regroupent divers spécialistes agricoles qui peuvent ainsi se soutenir mutuellement et travailler en équipe pour coordonner les services et les conseils fournis aux agriculteurs.

Personnel du centre

Les centres de développement agricole ont besoin d'un personnel plus nombreux et mieux qualifié que les petits centres décrits dans la première partie du document.

Il est indispensable qu'il y ait un directeur ou coordonnateur pour contrôler et diriger les travaux du centre. La personnalité choisie pour ce poste doit de préférence être diplômée en agriculture,

justifier d'une expérience solide dans un nombre de disciplines couvertes par le centre et avoir prouvé une aptitude aux tâches de direction.

Les centres doivent également compter dans leur effectifs des personnes qualifiées et munies d'un diplôme ou de titres équivalents pour assumer la responsabilité de ses principaux secteurs d'activités. Cette catégorie de personnel doit comprendre par exemple:

- 1) Un spécialiste de la vulgarisation agricole.
- 2) Un spécialiste de la santé animale.
- 3) Un spécialiste de l'élevage (si ce domaine n'est pas couvert par la vulgarisation agricole).
- 4) Un spécialiste des coopératives.
- 5) Un spécialiste du crédit agricole.
- 6) Un spécialiste de la formation agricole.
- 7) Un spécialiste des pêches.
- 8) Un spécialiste de la foresterie.
- 9) Un spécialiste de la commercialisation.

Il faut en outre des pépiniéristes, des ouvriers agricoles, des manutentionnaires, du personnel de bureau et un magasinier.

Le personnel doit avoir les qualifications et l'expérience voulues pour pouvoir s'acquitter efficacement de ses tâches. Les aptitudes pratiques et l'expérience comptent plus que les diplômes. Le personnel sera aidé par des fonctionnaires plus expérimentés ou spécialisés des centres de district et de province, des stations de recherches et d'expérimentation et des centres de formation voisins.

Organisation et gestion des centres

Il est évident que les centres doivent avoir une place bien définie dans la structure de l'Etat et qu'ils ne peuvent survivre que s'ils sont coiffés par une instance supérieure.

Les centres vétérinaires et les centres de développement des ressources naturelles de Tanzanie étaient organiquement rattachés au ministère de l'agriculture et responsable devant le Ministre auquel ils rendaient compte par la filière normale des organes de district et de province. Lorsque l'agriculture, l'élevage et la médecine vétérinaire relèvent de plusieurs départements du ministère, il convient de préciser la place que le centre occupe dans la structure gouvernementale.

On peut résoudre ce problème en faisant du centre un organisme responsable envers le représentant du ministère chargé de diriger toutes les activités du personnel ministériel dans le district (à ne pas confondre avec les représentants des divers départements ministériels).

On pourrait appliquer le même système pour les centres agricoles plus étoffés qui sont décrits dans la présente section. Si l'agriculture, la santé animale et l'élevage relèvent de plusieurs ministères ou si le centre assume certaines fonctions pour lesquelles plusieurs ministères sont compétents, il importe

de prendre des mesures d'organisation particulière qui seront examinées plus loin.

Les centres eux-mêmes peuvent avoir une structure relativement simple, avec à leur tête un coordonnateur devant lequel les chefs de service sont directement responsables. Outre les services techniques, un centre doit comporter des services administratifs et financiers responsables des bureaux et des magasins, du matériel, du budget, des finances et des questions de personnel. Il lui faut également un gérant responsable de l'entretien de la station agricole et de l'exploitation, ainsi que de la main-d'oeuvre extérieure.

Le coordonnateur devrait être guidé par un comité consultatif. Celui-ci doit se composer de représentants des animateurs locaux, des associations et coopératives d'agriculteurs et des organismes gouvernementaux et paragouvernementaux s'occupant de développement agricole. De la sorte, le coordonnateur peut se tenir informé des besoins et des aspirations des agriculteurs et organiser en conséquence les travaux du centre.

Financement

On peut envisager que le centre soit financé par le budget ordinaire ou le budget de développement du ministère de l'agriculture, ou que celui-ci prenne à sa charge les dépenses de personnel et que d'autres organismes tels que le Conseil de Comité ou le Conseil de District fournissent le terrain et financent le bâtiment et les dépenses d'exploitation. Ces centres peuvent constituer des projets intéressants pour l'aide financière bilatérale ou multi-latérale car leur coût est relativement limité (de l'ordre de 50,000 \$) et ils pourraient donner une impulsion décisive à la productivité agricole et à l'amélioration du niveau de vie dans les régions rurales. Il serait hautement souhaitable d'inciter les agriculteurs à apporter une contribution financière au centre, aussi modeste soit-elle. Cette participation financière des intéressés a donné d'excellents résultats au centre de développement de Comilla, au Pakistan oriental, car elle a contribué à leur faire sentir qu'il s'agissait d'un organisme bien à eux.

Coordination entre les centres de développement agricole et les autres organismes agricoles du district.

Les centres de développement agricole ont pour but de faciliter et de rendre plus efficaces les activités de terrain du ministère de l'agriculture et de compléter les activités organisées au niveau du district par une action à l'échelon du sous-district. Ils fournissent au personnel des locaux convenables et lui donnent la possibilité de travailler en équipes et d'être en contact plus étroit avec les agriculteurs.

Si les centres ont l'avantage de permettre aux agriculteurs de venir facilement consulter le personnel des services agricoles, ce personnel ne doit pas pour autant être sédentaire. Il doit au contraire continuer à faire la tournée des villages et des exploitations et rencontrer les agriculteurs dans leur propre milieu. En outre, chaque service du centre se verra affecter une équipe de jeunes fonctionnaires de terrain qui maintiendra le contact avec les exploitants.

Il faut encourager les agriculteurs à se rendre régulièrement au centre et à considérer ses agents comme des personnes chargés de les aider et de les guider. Il n'est donc pas souhaitable de confier au centre la tâche de faire appliquer les réglementations agricoles ou de recouvrer les dettes des agriculteurs (sauf en ce qui concerne le crédit consenti par le centre lui-même).

Grâce aux centres de développement agricole, on verra moins souvent les services du même ministère s'ignorer ou même agir à contre-temps. De ce fait, les agriculteurs risqueront moins d'être déroutés par les nombreux conseils et instructions, parfois contradictoires, donnés par les représentants des divers services.

Les centres pourront servir utilement de courroie de transmission pour la mise en oeuvre des plans et programmes gouvernementaux de développement agricole, qu'il s'agisse d'accroître la production de millet, d'améliorer la qualité du coprah ou des cuirs et peaux ou d'encourager la mécanisation des labours.

En outre, les centres pourront également jouer un rôle utile en faisant mieux connaître les besoins et aspirations des agriculteurs aux chercheurs, planificateurs et responsables politiques qui sont à même de les satisfaire.

Le document établi pour la conférence de Kampala donne un certain nombre de détails sur la stratégie qui peut être adoptée dans un pays donné pour mettre en place un réseau de centres agricoles. Les indications qui y figurent peuvent naturellement être adaptées ou modifiées en fonction du système administratif et des conditions agricoles du pays considéré.

On pourrait lire ce qui suit dans ce document:

"Bien que toute l'organisation que nous venons de décrire permette de prévoir un haut rendement des investissements, on peut se demander si les pays de cette région disposent de ressources financières ou de personnel qualifié en quantité suffisante pour pouvoir l'introduire? Notre réponse sera oui, si l'on procède par étape. Nous suggérons donc que des centres de développement agricole soient premièrement aménagés dans les régions où le potentiel de l'agriculture est le plus haut, pour être peu à peu étendus aux autres zones agricoles. Les procédés actuels de répartition de l'assistance et des services à l'agriculture continueront à fonctionner et seront peu à peu remplacés par les nouvelles méthodes. La réorganisation de l'administration de l'agriculture impliquera des changements allant du niveau gouvernemental à celui des exploitations, les différentes phases de cette réorganisation pourraient être les suivantes:

- a) Un comité politique devrait être constitué au niveau ministériel pour prendre les décisions, mobiliser les ressources et établir les directives générales d'une collaboration inter-ministérielle et inter-institutionnelle pour la mise en oeuvre du nouveau programme. Le ministre responsable du développement de l'agriculture - ordinairement, le Ministre de l'agriculture lui-même - présidera ce comité et assumera la responsabilité totale de la mise en oeuvre du programme.

- b) Le ministre responsable du programme désignera un administrateur en chef, qui sera chargé de sa réalisation.
- c) Le ministre responsable désignera des fonctionnaires supérieurs dans chaque domaine intéressé à la réalisation du centre de développement agricole - comme dans ceux de la vulgarisation agricole ou des coopératives - pour former un secrétariat qui assistera l'administrateur dans sa tâche.
- d) La zone pilote choisie pour l'installation du premier centre de développement agricole sera équivalente à un sous-district ou "communauté rurale"; elle devra présenter les caractéristiques générales de l'agriculture du pays et être facilement accessible.
- e) Le coordonnateur du centre et de la zone pilote sera nommé, ainsi que ses collaborateurs, pour établir quels sont les services et l'assistance minimum que demande la zone pilote.
- f) En deux ou trois ans, les cultivateurs devront avoir adopté les techniques nouvelles et l'on pourra s'attendre à l'amélioration de la production et des revenus. Dès qu'un certain nombre d'exploitations de la zone pilote auront profité des services du centre pour améliorer leur revenu et que le projet commencera à être actif, le personnel destiné au second, au troisième ou quatrième projet sera convoqué pour recevoir sa formation.
- g) Dans les grands pays qui devront être divisés en un grand nombre de zones de projet, il sera peut-être nécessaire de créer initialement plusieurs zones pilotes pour permettre la formation d'un personnel nombreux.
- h) Dès qu'une zone pilote et d'instruction sera entrée en activité, le lancement des nouveaux projets sera conditionné par les ressources financières et la main-d'oeuvre qualifiée dont on disposera. On pourra alors avoir recours au personnel le plus compétent en agriculture qui était au service des anciennes structures. Les plus capables d'entre eux recevront leur formation au cours de leur travail dans la zone d'instruction.
- i) Du point de vue économique, les zones les plus favorables pour l'installation des nouveaux centres de développement agricole sont celles qui disposent du plus grand potentiel de production, elles permettront d'accumuler les ressources nécessaires à une rapide diffusion de cette nouvelle méthode. Des considérations politiques ou sociales peuvent cependant amener à choisir des régions d'un faible potentiel de productivité."

Dans la plupart des pays de la région, les services qui pourraient être fournis par le centre fonctionnent déjà mais ils sont souvent moins efficaces qu'ils devraient l'être par suite de leur dispersion, de leur trop grande indépendance et de l'insuffisance de leur personnel. Les centres de développement agricole permettraient de renforcer, coordonner et unifier ces services.

IV. LES CENTRES DE DEVELOPPEMENT RURAL

Dans le document présenté à la conférence de Kampala, il était indiqué que les centres de développement agricole pourraient dans certains cas être développés ou intégrés pour devenir des centres de développement rural plus importants, qui, en plus de l'agriculture et des activités voisines, s'occuperaient de tous les aspects du développement rural.

Comme le document en question n'entrait pas dans le détail, la CEA a proposé d'approfondir cette notion de centre de développement rural. C'est ce que je vais tenter de faire mais comme cette question déborde quelque peu le cadre de mon expérience, je me contenterai de formuler un certain nombre de suggestions dans l'espoir qu'elles seront développées et enrichies par d'autres délégués, par mes collègues des autres institutions des Nations Unies et par Monsieur Riby Williams, de la CEA, qui est l'auteur de la proposition.

Fonctions

De même que les centres agricoles, les centres de développement rural doivent avoir des fonctions assez souples et être adaptées aux besoins locaux; outre les fonctions mentionnées pour les centres de développement agricole, ils pourraient avoir des activités dans les domaines suivants:

- 1) hygiène rurale
- 2) assistance sociale (compris le planning familial)
- 3) alphabétisation des adultes
- 4) enseignement pluritechnique de village
- 5) communications et transports
- 6) réforme agraire
- 7) information.

Le centre de développement rural peut être un prolongement naturel du centre de développement agricole car il n'existe pas de ligne de démarcation nette entre les activités rurales et les activités agricoles proprement dites. Les centres de développement rural peuvent également naître de l'expansion des écoles pluritechniques de village. Leur croissance doit être adaptée aux besoins et aspiration de la population rurale.

L'organisation des centres de développement rural

Plus les centres assumeront des fonctions et des services étendus, plus les ministères et les organisations para-gouvernementales intéressés deviendront nombreux. L'élargissement de leurs fonctions les amènera également à pénétrer dans des domaines qui touchent aux intérêts et aux attributions d'institutions des Nations Unies autres que la FAO. De ce fait, les problèmes d'organisation à résoudre sur les plans nationaux et internationaux deviendront de plus en plus complexes.

On peut envisager de placer les projets de développement rural sous la responsabilité du Ministère de l'Agriculture (comme c'est le cas dans un pays de la Région) pour tenir compte du fait que l'agriculture est l'activité prédominante des régions rurales. Cette solution peut être satisfaisante à court terme mais si les projets prolifèrent le Ministère

de l'Agriculture deviendra de plus en plus puissant dans les zones rurales au détriment des autres ministères et il en résultera inévitablement des frictions et un climat peu propice à la coopération.

Une autre solution consiste à créer un ministère du développement rural. Elle n'est pas non plus dépourvue d'inconvénients car ce ministère, qui serait le point de rencontre d'intérêts fort divers, risquerait d'élargir le fossé qui existe déjà entre la ville et la campagne et empiéterait sur les domaines de compétence d'un grand nombre d'autres ministères, créant ainsi une source de confusion et de conflits. Cette formule a été expérimentée dans plusieurs pays d'Asie par exemple et, à ma connaissance, elle n'a jamais donné de bons résultats.

La suggestion présentée dans le document de Kampala consistait à faire des centres des organes responsables envers un conseil ou comité des ministres, présidé par le ministre de l'agriculture. Cette formule pourrait donner de bons résultats à condition que règne un climat de coopération entre les divers ministères depuis le niveau du ministre jusqu'à celui des responsables sur le terrain. Le problème est moins de parvenir à un accord sur un programme d'action que de mettre en pratique un tel programme.

Une mission de la FAO et de la SIDA (Organisation d'Aide Suédoise) s'est récemment rendue au Kenya pour discuter avec les autorités de ce pays du problème de la responsabilité d'un projet de développement intégré relevant de la compétence de plusieurs ministères. La conclusion qui s'est dégagée de ces discussions (conclusion non encore ratifiée par le Gouvernement) est que, dans le cas du Kenya, la personnalité la plus qualifiée pour coordonner ces projets multidisciplinaires est le commissaire provincial et que celui-ci devrait donc, dans sa Province, être responsable de tous les projets rural intégré.

Cette formule est particulièrement adaptée à la situation du Kenya où le Commissaire provincial qui dirige et coordonne les diverses activités ministérielles dans sa Province, est directement en contact avec tous les ministères et relève directement du cabinet du premier ministre. Ainsi, en lui attribuant la responsabilité des projets de développement rural (et partant des centres de développement rural) on ne ferait en fait que sanctionner les pouvoirs et les responsabilités dont il est déjà investis. Le coordonnateur du centre de développement rendrait compte au commissaire provincial par l'intermédiaire du commissaire du district où se trouve le centre.

Le conseil ou comité consultatif chargé de conseiller le coordonnateur devrait naturellement compter parmi ses membres des représentants de tous les grands secteurs d'activité du centre qui, outre ceux qui ont déjà été mentionnés pour les centres agricoles, comprennent la santé, l'éducation, le développement communautaire et les travaux publics. De plus, il importe d'accroître la représentation de la communauté rurale afin de pouvoir élaborer un vaste programme visant à lui assurer un développement équilibré.

L'organisation des centres de développement rural proprement dits serait plus complexe que celle des centres de développement agricole et il pourrait être indispensable de mettre un dirigeant à la tête de chaque grand secteur d'activité, par exemple l'agriculture, l'éducation, la santé, le développement communautaire etc.

La personnalité du coordonnateur aura une influence déterminante. Il doit posséder une grande expérience, ne favoriser aucun des secteurs du centre au détriment des autres et être capable de diriger une équipe hétérogène. Dans la RAU, on a établi des unités mixtes en vue de coordonner et d'intégrer, au sein des centres de développement rural, les services d'éducation et de santé, d'assistance sociale et d'agriculture. Cependant, le sentiment de loyalisme exclusif que les agents des divers services nourrissent à l'égard de leur ministère d'origine n'a guère permis d'aboutir à une intégration efficace au niveau local malgré le regroupement des divers services comme le centre sanitaire, l'école, le centre social etc. (ainsi que des logements des fonctionnaires).

Personnel

Il n'est évidemment pas facile de fusionner en une seule équipe des personnes ayant des expériences, des attaches administratives et des formations fort diverses. Il y aurait peut-être intérêt à recruter des personnes déjà connues et appréciées dans la zone où se trouve le centre et à rechercher surtout un personnel de niveau intermédiaire accoutumé aux conditions locales ou capable de s'y adapter. Les centres auront donc souvent besoin de recourir à l'aide technique du personnel de district et de province, des stations de recherche et des établissements d'enseignement mais il ne devrait pas y avoir là de difficultés majeures. Il est important de sélectionner le personnel parmi les personnes qui jouissent déjà d'une certaine influence ou d'une certaine autorité sur le plan local ou qui ont les qualités nécessaires pour les acquérir.

Statut juridique du centre

Les trois types de centre et plus particulièrement les centres de développement rural doivent pouvoir s'appuyer sur des lois et règlements officiels en vue d'éviter les conflits et les divergences d'interprétation à propos de leur statut et de leurs attributions.

Les questions suivantes devraient être réglées par la loi:

- a) Centre de développement rural: fonctions, domaine de juridiction, relations avec les organismes gouvernementaux de district et de province, les conseils de village et le public.
- b) Coordonnateur: fonctions et responsabilités, relations avec le personnel, rapports hiérarchiques avec le personnel du centre et avec le commissaire provincial (ou tout autre haut fonctionnaire responsable).
- c) Comité consultatif - fonctions, composition, règlement intérieur.

CONCLUSION

Nous avons décrit trois catégories de centre de développement rural. La première comprend les centres les plus simples qui se contentent d'assurer certains services locaux pour le compte du ministère de l'agriculture. La deuxième est constituée par des

centres déjà plus importants et plus complexes qui assurent tous les services sur le terrain nécessaires à l'agriculture et aux activités voisines. Enfin la dernière catégorie comprend les centres dont les activités couvrent entièrement le vaste domaine du développement rural. Nous avons souligné que chaque type de centre devait être souple et adapté aux besoins locaux. On peut d'ailleurs procéder en trois étapes c'est-à-dire commencer par créer un centre de la première catégorie, opération simple et peu onéreuse, puis étoffer ce premier centre de façon qu'il devienne un centre de la deuxième catégorie qui pourra à son tour étendre son domaine d'activité et passer dans la troisième catégorie. Il importe à chaque étape d'examiner attentivement toutes les questions qui peuvent se poser en matière d'attributions, de personnel, de financement, de statut juridique et d'organisation.

Pour qu'un centre soit une réussite il importe avant tout que ses objectifs soient acceptés par la population rurale et que sa présence contribue à inciter cette population à modifier et améliorer ses méthodes traditionnelles. Les centres doivent devenir partie intégrante de la communauté rurale. Ils doivent s'efforcer d'améliorer cette communauté de l'intérieur et éviter d'être des instruments que le gouvernement central dirige de l'extérieur pour imposer le progrès. Il faut qu'ils soient une courroie de transmission entre les agriculteurs et le gouvernement c'est-à-dire qu'ils doivent à la fois apporter au niveau de la population rurale les avis et les services du gouvernement et informer ce dernier des besoins et des aspirations de cette population.

Loin d'être une fin en lui-même, un centre doit être un instrument efficace pour améliorer le cadre institutionnel et contribuer ainsi à la réalisation de l'objectif fondamental qui est d'améliorer le niveau de vie de la population rurale grâce à l'accroissement de la production agricole.

Nombreuses sont les suggestions formulées dans le présent document qui n'ont pas encore fait leurs preuves et qui pourront être modifiées dans un sens ou dans un autre selon les résultats de l'expérience. La présente réunion sera saisie de diverses idées et suggestions qui pourront, je l'espère, être mises à l'épreuve des faits dans divers pays. Nous aurons sûrement un jour l'occasion d'examiner ensemble des résultats que donneront la création et le développement d'un certain nombre de centres analogues à ceux que je vous ai décrits.